

Quelle est la légitimité des discours d'(auto)légitimation radicale dans l'espace de la culture?

LUCIA SIMONA DINESCU

Abstract: *Communism imposed itself as the single normalizing power in culture through the radical and “revolutionary” rhetoric and tactics of (self)legitimacy. In order to escape this political ideology, the intellectuals and the writers of good will resorted to the strict, “well tempered” aesthetical models. The de-legitimacy of the communist cultural ideology has taken place after 1989 (or, more properly, it has still been taken place), while the self-sufficient aesthetical legitimacy of culture has proved to be insufficient. Instead, the ethical legitimacy has begun to consider the actual cultural diversity, as the import and adaptation of the Cultural Studies in Romania has permitted the formulation of the (self)legitimating strategies for the marginal and alternative ones. In the Western democratic countries, the ideologies of the radical and “revolutionary” legitimacy have been articulated in a different meaning. For instance, the utopian discourse in the virtual space is a form of radical cultural (self)legitimacy. While we criticize such ideologies, we propose a form of pragmatic-realistic, responsible, critical (self)legitimacy. By conceiving the virtuality as virtue, the dilemmas of the 21-th century find themselves a moderate ethical legitimacy.*

Mots-clés: *radicalisme, esthétique, éthique, marginalité, virtualité, modération.*

Dans le champ de la culture, le communisme a imposé sa force de norme par des tactiques et rhétoriques (auto)légitimes radicales et „révolutionnaires”. Pour éviter d'être mis au pas par l'idéologie politique, les intellectuels et les écrivains de bonne foi se sont tournés vers des modèles strictement esthétiques, „bien tempérés”. La délégitimation de l'idéologie culturelle communiste a eu lieu après 1989 (il serait plus exact de dire qu'elle n'est pas encore finie) alors que la légitimation strictement esthétique de la culture s'est avérée insuffisante.

La légitimation éthique a commencé à prendre conscience de la diversité culturelle de l'époque cependant qu'à la faveur de la pénétration des études culturelles et des médias virtuels ont été formulées des stratégies d'(auto)légitimation des marginaux et des alternatifs.

Dans les pays démocratiques en Occident, les idéologies de légitimation radicale et „révolutionnaire” se sont constituées dans un autre sens. Le discours utopique de l'espace virtuel, par exemple, est une forme d'(auto)légitimation culturelle radicale. En critiquant ces idéologies, nous proposons un type d'(auto)légitimation critique pragmatique-réaliste et responsable. La virtualité conçue en tant que vertu offre aux problématiques du XXI^e siècle une légitimation éthique modérée.

1. Le contexte – de l'esthétique à l'éthique

Les dictatures politiques ont mis en place des modèles culturels et des rhétoriques discursives radicales et „révolutionnaires” pour imposer le pouvoir de la norme et les directives officielles non seulement en politique mais dans la culture aussi. Pour faire contrepoids à ce modèle officiel de légitimation politique aussi bien que culturelle, des îlots alternatifs sont apparus, de résistance ou d'opposition (notamment des attitudes qui se recommandent comme „résistance par la culture”). Un exemple autochtone: sous le communisme, l'autolégitimation des intellectuels et des écrivains roumains de bonne foi a choisi de privilégier des modèles strictement esthétiques ainsi que le jeu sous-jacent au texte, parabolique, des allusions afin de, précisément, contourner le terrain compromettant du politique. La voix officielle de la légitimation communiste a toujours été radicale et „révolutionnaire”, entrecoupée de petites pauses de pseudo-dégel, elle a imposé des formes culturelles prédéterminées et les a soustraites à toute négociation libre. Régime extrémiste, le communisme s'est imposé par des moyens contraires à la démocratie libérale, a ignoré les techniques de négociation, les attitudes modérées et tolérantes pour leur substituer, sans appel, des tactiques persuasives et de propagande radicales (et incontestables). Les consciences qui ont opposé une résistance, passive dans la plupart des cas, à cette répression se sont autolégitimées par l'appel à l'esthétique qui était une manière de s'échapper de la zone minée du politique (évasion esthétique incriminée à ce moment-là par les voix les plus autorisées du proletcultisme). Par une de ces ironies dont l'histoire est coutumière, ce furent ces modèles strictement esthétiques que le phénomène de recanonisation de la littérature consécutif à 1989 a reconnu comme valides: l'Ecole de Tîrgoviște, par exemple. On sait bien que c'est parmi ce genre d'écrivains que les postmodernes qui se sont affirmés avec panache dans l'après-décembre ont choisi leurs modèles plutôt que parmi ceux qui, pour voir publier leurs romans d'essence socio-politique, s'étaient prêtés à toutes sortes de compromis. Au moment où le processus de délégitimation culturelle du communisme s'est produit à ciel ouvert, le processus de remise en question du canon accepté s'est inséré normalement dans une évolution qui se donnait pour but une normalité culturelle démocratique. Pour „se libérer” du communisme (encore une ironie: le terme „libération” a été lui-même compromis par abus sous le communisme), il a fallu lancer dans la culture un mouvement de force radicale ou „révolutionnaire”. Si bien qu'après 1989 les tabous culturels se sont effondrés en cascade: depuis la resurgence du religieux à la prolifération de l'offre télévisuelle pour finir par la légitimation de la littérature et de l'art érotique. La mise en place des dictatures tout comme leur chute réclamait des mesures radicales, un discours „fort” et des pratiques de force majeure. La résistance par la culture et par la défense de la célèbre thèse de l'autonomie de l'esthétique était une stratégie „faible” et comme telle elle ne pouvait conduire directement à l'effondrement du communisme encore que, indirectement, elle ait contribué à éroder l'aura du régime. La sinueuse transition consécutive à l'implosion de décembre 1989 amène, entre autres, des manifestations radicales comme la violente descente à Bucarest des „gueules noires” qui déborde l'éthique des pratiques de la démocratie et déferle sur le territoire pathologique et barbare de la manipulation politique.

Aujourd’hui pourtant, dans un pays ex-communiste où les valeurs démocratiques commencent à gagner du terrain, la légitimation strictement esthétique de la culture n’est plus un modèle opératif. Du moment que, après 1989, la liberté d’expression devient le critère suprême en matière de culture et de société, force a été aux écrivains et aux intellectuels d’assumer le rôle public, sociétal et politique qui était le leur; l’enfermement dans la forteresse, accueillante, il est vrai, de l’esthétique n’était plus permis. 16 ans après, dans la culture roumaine le célèbre voeu de l’„autonomie du littéraire” qui s’est trouvé au „centre” de l’histoire et de la critique littéraire aux moments où Titu Maiorescu, Eugen Lovinescu ou Nicolae Manolescu étaient les papes du canon littéraire ne semble plus fonctionner dans la nouvelle réalité sociale et culturelle. Les thèmes de réflexion culturelle-éthique sont fournis par la condamnation du communisme et les collaborations avec la Securitate. Si les contextes historiques et politiques (le courant issu du cercle de Junimea, le modernisme et respectivement le réalisme socialiste) ont justifié et privilégié le recours à la thèse de la domination de l’esthétique (à partir de prémisses différentes, plus ou moins „correctes”, aujourd’hui l’hétéronomie de la littérature semble reprendre ses droits et demander sa légitimité. C’est tout naturellement que la littérature se range dans la culture et le clivage opéré par les régimes totalitaires, entre littéraire et politique a disparu. Le passage de l’esthétique à l’éthique (le socio-politique) n’est pas sans entraîner des risques de radicalismes en tous genres ou de frôler l’extrémisme (l’histoire du XX^e siècle nous offre des exemples). Du coup, il est impératif que ce passage prenne le tournant avec une circonspection autocritique, avec une vigilance prudente, avec le maintien d’un équilibre prudent entre risques et avantages, entre gains et pertes. Ce passage de la thèse de l’autonomie littéraire à celle de l’hétéronomie littéraire ne signifie nullement occulter la valeur et les critères de littérarité. Il n’en signifie pas moins l’ouverture de la littérarité à la culturalité, de l’esthétique à l’éthique (y compris dans le sens de la responsabilité), de la culture élitiste aux formes de paralittérature, du texte aux nouveaux media, de la littérature à la techno-science etc. Sous le communisme, la thèse de l’hétéronomie du littéraire mise au service des idéologies du parti unique a subi une distorsion de nature politique. Mais une fois acceptés la liberté d’expression et le multiculturalisme, une fois écartées les barrières conceptuelles et pratiques entre la culture, la techno-science et la société, esthétique et éthique deviennent inséparables. Une autolégitimation social-politique et éthique de la culture et de la littérature s’impose aujourd’hui, légitimation qui prenne en compte les réalités et les idéologies multiples et conflictuelles de notre temps. La littérarité ne peut plus être l’apanage d’une tour d’ivoire de l’esthétique car l’esthétique n’est plus une catégorie à valeur en soi, détachée du sociétal, elle appartient désormais au phénomène de l’interdisciplinaire, une forme parmi bien d’autres accolées au culturel: elle peut être éducative sans être instructive, elle peut être morale sans être moralisatrice. La littérarité donc n’est plus étudiée comme valeur séparée de la culturalité, les études culturelles en témoignent. Dès lors qu’il y a rencontre de l’esthétique et de l’éthique, la légitimation fonctionne en deux temps: *A. Je suis légitimé par ma propre valeur.* Il s’ensuit que c’est la valeur (littéraire, culturelle, esthétique, éthique-sociétale, stratégique-politique) qui légitime au niveau individuel. *B. Je suis légitimé par une institution,* suivant un jeu de valeurs, institution qui a le droit et l’autorité requise pour légitimer la valeur. Cette légitimation externe est aussi une forme de reconnaissance publique et de capital symbolique.

Dans le cas de la littérature, c'est la critique littéraire qui légitime les valeurs individuelles dans le canon institutionnel. Les deux temps ci-dessus ne sont pas immuables, par contre ils dépendent du contexte et sont particularisés dans le temps et dans l'espace. Cette opération de contextualisation permet aux processus vitaux de fonctionner dans une culture démocratique: nous pensons à la décanonisation et à la délégitimation. Depuis peu, ces deux processus agissent sur le canon communiste.

En même temps, ce qu'il est convenu d'appeler *Cultural Studies* commence à éveiller l'intérêt des théoriciens roumains. Un intérêt assez récent, il faut le dire et sans tradition puisque à la différence de l'Occident où les études culturelles se sont attiré une légitimation enthousiaste aussi bien qu'une critique déligitimante, en Roumanie, ce domaine fut occulté par l'idéologie communiste et noyé, par la suite, dans l'avalanche des dilemmes postcommunistes. Dans les études culturelles occidentales, l'étude consacrée à l'espace virtuel, à ses multiples variantes dispose déjà d'une légitimation venue des départements académiques et universitaires, de diverses institutions de recherches. Admise depuis pas mal de temps dans la "cour des grands" des disciplines culturelles occidentales, l'étude de la virtualité est en train de faire son chemin en Roumanie aussi, à petits pas, entravée par des réserves et préjugés dont la mentalité autochtone a du mal à se débarrasser. Ion Manolescu, Adrian Mihalache ou Bogdan Ghiu, pour ne mentionner que ceux qui ont déjà consacré des livres au sujet, commencent à déblayer systématiquement le terrain complexe de la virtualité (à commencer par la philosophie et la littérature et jusqu'aux sciences politiques). Ce n'est qu'un exemple de la façon dont des cultures différentes, ayant leur propre spécifique, avec leur passé politique et leur tradition individualisante souvent porteurs d'un sceau stigmatisant (les cultures est-européennes, dans notre cas) peuvent s'intégrer dans la culture de la mondialisation en y apportant leurs propres valeurs identitaires. L'espace de la virtualité, par exemple, permet le dialogue et la collaboration des artistes, écrivains, scientifiques au-delà des frontières géographiques. Dans l'espace virtuel, le discours identitaire, social et culturel peut être formulé dans sa différence spécifique, les cultures petites, marginales et locales peuvent devenir visibles au niveau global. Des stratégies culturelles s'imposent dès lors, (auto)légitimantes, bien mises au point et pourvues d'une conscience éthique (soit du type de la bioéthique face aux défis des technologies génétiques soit du type de l'éthique du différent ou de l'éthique du souci de soi quand il s'agit du multiculturalisme). Mais comment faire cette légitimation éthique de la culture?

2. Le mode d'opérer – la légitimation éthique

Si le modèle discursif radical, révolutionnaire et extrémiste qui a dominé le XX^e siècle (communiste mais naziste aussi) et a permis des atrocités existentielles et culturelles ne peut plus être autolégitimé car il s'est discredited, un possible modèle culturel qui puisse fonctionner au XXI^e siècle doit être un modèle réfléchi, doué du sens de la mesure humaine et d'une certaine „sagesse” de l'être. Dès la seconde moitié du XX^e siècle, le postmodernisme fut, en Occident d'abord, en Europe de l'Est ensuite, un modèle de l' „affaiblissement” du pouvoir autoritaire, de „l'affaissement” des narrations qui guident notre vie et de la tolérance multiculturelle.

Enfants terribles, révolutionnaires, démolateurs, avant-gardistes? Les postmodernes n'en avaient cure, bien au contraire, ils ont adopté une attitude modérée, souvent trop ludique, trop joyeuse devant les problèmes de la société. Ils ne se sont plus légitimés par des stratégies rhétoriques du nationalisme, bien au contraire, ils sont entrés dans le jeu kaléidoscopique, y compris à nuances crépusculaires, de la mondialisation à cette nuance près que cette mondialisation n'aspire pas à être uniformisation – communiste ou capitaliste-consommiste – mais visibilité et acceptation du local au niveau mondial. Le management culturel des dernières années a créé toute une plate-forme d'opération pour les marginaux en vue de les „accréditer” mais tout un réseau (institutionnel, corporatif etc.) qui permet au pouvoir d'agir. Un pouvoir qui pénètre d'autant plus avant dans les structures de profondeur de la société et de la culture que, dans les conditions de la mondialisation, il est plus disséminé. Ce type de légitimation post-moderne n'a pu être rendu public en Roumanie qu'après 1989, avec les balbutiements inhérents à une période de transition.

Même si le paysage des gens qui ont le pouvoir s'est diversifié et s'est délimité, même si les stratégies de légitimation dans la zone de la culture commencent à délaisser une conception centralisatrice et hiérarchisante pour une vision décentralisée et déterritorialisée, la question „Qui décide quels sont les projets culturels légitimes et lesquels ne le sont pas?” devient légitime. Ce type de questions nous détournent de l'esthétique pour nous jeter dans l'éthique. L'une des questions qui attendent d'être réglées c'est de savoir si c'est aux structures de l'Etat et collectives de décider du sort des projets culturels ou si la décision appartient aux structures privées et individuelles et il y a urgence dans la demeure car le financement des projets culturels est une réalité économique contre laquelle butent fondations, rédactions, maisons d'édition etc. De là naissent, inévitablement, affrontements entre intérêts politiques, économiques, idéologiques et éthiques de toutes sortes et qui ne trouvent plus leur solution au niveau macroéconomique mais plutôt au niveau particulier et ponctuel. Autre problème: il semble que le principe de la hiérarchisation sociétale et culturelle ne peut disparaître sans laisser des traces. Alors les petites structures s'y intègrent ou continuent à se laisser assimiler par les grandes à cette précision près que, cette fois-ci les petites structures ont une voix qu'elle font entendre et que, donc elles ne peuvent plus être négligées. Pareillement pour la centralisation: il n'y a plus un seul centre, il y en a plusieurs. La notion non plus que la pratique du centre n'ont pas disparu, elles se sont modifiées ce qui permet aux marges, à la périphérie ou à la province de s'autolégitimer. Il faut d'ailleurs rendre justice à la marge elle-même qui, à force de pratiques alternatives ou d'opposition, a forcé „le centre” à redéfinir son statut.

Pour les zones culturelles alternatives, accéder à la légitimité c'est adhérer à des idéologies et à des pratiques sociétales et politiques (plutôt dans le sens conceptuel et non dans celui de pratique politique) mais c'est aussi intégrer le marginal dans des structures influentes et le faire admettre parmi les forces de l'autonomisation. La marge s'autonomise, c'est-à-dire elle prend, temporairement, le pouvoir. Non point un pouvoir autoritaire mais un pouvoir qui se remet tout le temps en question, qui négocie et s'autocritique. Toutes les catégories de marginaux (de race, d'éthnie, de lieu, ceux qui font de l'art alternatif ou produisent de la littérature science-fiction, par exemple) ont commencé à formuler des stratégies de légitimation culturelle. Mais cette stratégie est-elle une tendance globaliste, une mode des études

culturelles ou bien une nécessité pratique? Je pense que c'est tout cela à la fois. Ces marginaux et ces alternatifs (à l'exception de ceux qui pratiquent une idéologie de type *underground*, à savoir l'absence de toute idéologie ou, par contre, le rejet de toutes les idéologies) se démènent pour se faire accepter dans la zone universitaire et académique: pour prendre un seul exemple, aujourd'hui les mouvements souterrains investissent et minent la zone centrale de la culture. La plupart des jeunes artistes et écrivains tirent leurs modèles d'„inspiration” de la culture des nouvelles technologies, de la culture de type graffiti, de la culture clubbing et multimedia. L'émergence de disciplines du type „Cultural Studies” partout dans le monde légitime tant la voix du féminisme que l'art urbain ou la communication *new media* que sont les blogs ou les jeux sur ordinateur. Les stratégies pour la légitimation des marginaux fonctionnent dans un autre sens aussi. La Roumanie formule une légitimation pour son adhésion à l'Union Européenne, les compagnies technologiques légitiment la mise sur le marché de leurs derniers produits et *gadgets*, les écrivains et artistes légitiment leur admission dans l'Union des Ecrivains et respectivement dans l'Union des Artistes etc. Dans tous ces cas, la délégitimation s'adresse à des structures autoritaires-rigides, à caractère de monopole qu'il s'agisse de nations, d'institutions, de corporations économiques. La délégitimation devient quasi-synonyme de la déconstruction de Derrida ou de la désédimentation rhizomatique de Deleuze. Sont soumises à la délégitimation les structures du pouvoir qui ne coopèrent pas et la compétitivité fait contrepoint aux techniques d'intérêts et des groupes de pression. Tous ces cas supportent, bien entendu, des amendements. Un seul exemple: aussi maléables que deviennent les structures universitaires, elles rejettent les modèles alternatifs tant que ceux-ci n'auront pas donné la mesure de leur valeur, qu'ils ne sauront pas se légitimer par leur propre valeur. Aux yeux de l'histoire et de la critique littéraires une valeur éthique, culturelle ne suffit pas, il faut que celle-ci soit doublée d'une valeur esthétique et littéraire. Ce qui fait que, si l'histoire et la critique littéraires préservent le critère de l'esthétique dans la discipline respective, le multiculturalisme va forcer les littératures de chaque nation à participer au mouvement de la diversité culturelle par des textes d'intérêt global et éthique. Une autre thèse célèbre, celle du spécifique national ou local, choisit de restructurer son statut plutôt que d'être évacuée des débats culturels vu que la thèse du spécifique européen est de plus en plus remise en question par les cultures et les civilisations extra-européennes. Il apparaît donc que l'autonomie du littéraire et le spécifique national sont voués à la réécriture au siècle de la diversité culturelle, de la mondialisation et de la résistance à la mondialisation, de la légitimation éthique dans la culture et des négociations culturelles pacifiques et modérées. La „roumanité” n'est pas la seule catégorie éthique à repenser, l'„européité” l'est aussi. Il ne faut pas oublier que la délégitimation renferme en elle-même ou est suivie par un nouveau processus de légitimation ou de religitimation tout comme chez Deleuze et Guattari déterritorialisation signifie aussi retérritorialisation. Il existe pourtant le risque que, en arrachant le pouvoir aux structures autoritaires, les structures nouvellement „autonomisées” s'emparent des modèles d'(auto)légitimation radicale. En Roumanie, une première étape possible d'admission dans les structures de légitimation globale mais aussi de résistance par la différence à la mondialisation est le recours à l'étude de la virtualité. Si en Occident cette étude a traversé les cycles de légitimation (promotion et acceptation) et délégitimation (critique), en Roumanie ce n'est que maintenant

que l'étude de la virtualité exige sa légitimation. Attardons-nous un moment sur la voie suivie par la légitimation de l'étude de la virtualité en Occident.

3. Critique de la légitimation culturelle radicale

Après 1989, il a fallu attendre un bon moment en Roumanie avant que le communisme soit versé dans l'illégitimité et que le modernisme soit délégitimé par le postmodernisme. Et cela, pendant qu'en Occident non seulement le postmodernisme avait déjà une tradition mais la postmodernité aussi était une réalité depuis quelques décennies. Pour certains théoriciens, la postmodernité était le passage de la société industrielle à la société postindustrielle, informationnelle ou à la société de la connaissance. Des études de cyberculture ont été effectuées, depuis le féminisme online aux communautés virtuelles et à la démocratie digitale. Dans ce climat culturel, les positions discursives qui ont émergé au carrefour du XX^e et du XXI^e siècles ont entraîné des mouvements radicaux et prétendument „révolutionnaires”. J'entends par là les paradigmes culturels radicaux qui se proposent de traduire les dilemmes existentiels de l'humanité en algorythmes applicables au niveau culturel large, sociétal et politique. La fin du XX^e siècle a enregistré une pluralité de discours d'autolégitimation radicale depuis le mouvement de transhumanisme (illustré par Hans Moravec ou Marvin Minsky) à la critique dystopique française dont les tenants sont Paul Virilio et Jean Baudrillard. Les prévisions futuristes des scientifiques (robotique, intelligence artificielle, génétique, vie synthétique, clônage, nanotechnologie) ainsi que leurs critiques culturelles catastrophistes se rangent sous le signe des discours extrêmes. Le discours cyberculturel consacré à ces problématiques ambivalentes laisse apparaître deux attitudes extrêmes: l'utopisme (à orientation de droite) et le dystopisme (à orientation de gauche). L'utilisation des nouvelles technologies d'information-communication a été interprétée soit comme réalisation des idéaux de l'agora électronique soit comme instauration d'un état de chauchemar du pouvoir panoptique. Par exemple, des visions de la renaissance de la démocratie dans l'antique Athènes dans l'espace de l'Internet ont été jointes aux perspectives apocalyptiques de surveillance politique absolue des citoyens, de réseau-prison pluripanoptique. Les deux réponses polarisées à l'extrême expriment non seulement espoirs ou craintes, elles ambitionnent aussi à être des solutions aux crises contemporaines. Des solutions qui ne s'intéressent pas à l'impact pragmatique et réaliste des pratiques de la technologie virtuelle sur la vie et la culture mais figurent des idéologies d'imposition des propres discours „terminaux”. Si l'attitude utopique est optimiste en ce qui concerne la connectivité globale, l'attitude dystopique se range sous le signe du pessimisme pour ce qui est de la domination en réseau, de la propagande et de la distorsion *media* de type capitaliste-consomériste.

Exemplifions pour le premier cas: l'utopisme. En général, les théories utopiques de l'espace virtuel ont exprimé l'espoir d'une revitalisation de la sphère publique, de l'amélioration de tous les domaines de la vie – social, économique, politique –, de l'épanouissement des voeux humains de liberté et de fraternité. Ces opinions utopiques soit ont affirmé que le Net était un espace de l'autoaffirmation et de l'impossibilité pour le pouvoir d'intervenir et d'exercer le contrôle de type gouvernemental soit ont soutenu que les gouvernements et les institutions

privilégiavaient la libre expression, la diversité des idées et les actions sans frontières. Les fans de l'utilisation des nouvelles technologies ont souvent donné dans le piège du déterminisme technologique: ils ont cru que celles-ci peuvent émanciper, peuvent offrir une amélioration de la vie et un degré accru d'ordre social. La théorie selon laquelle l'utilisation des technologies de l'information et de la communication inaugurent un espace virtuel de la liberté, opposé à l'espace de la réalité physique qui rétrécit la liberté humaine dans tous les aspects de la vie est une illustration du discours utopique. Sauf que le cyberspace ne peut être élogié en vertu de la qualité de la liberté absolue vu que les limites de la liberté humaine dans l'espace offline se retrouvent en situation online: la liberté d'expression et d'action d'une personne ou d'un groupe bute contre sa propre limite lorsqu'elle est confrontée à la liberté de l'autre ou des autres. La liberté d'expression est limitée en milieu online aussi par les lois de la vie privée ou les lois des droits de propriété (*copyright*), par les normes de la décence dans les milieux ouverts au débat public. La démocratie électronique, comme la liberté en général, n'est pas la liberté totale. Le slogan „the information wants to be free” (*free* en anglais est polysémique: sans contrainte, libre et gratuit) figurait au début sur l'étiquette des hackers comme une idéologie utopique du cyberspace; par la suite cette marque des libertariens allait recevoir diverses interprétations (comme dans le mouvement *free software* ou *open source*). Dans cette vision optimiste, la distribution de l'information online est considérée comme un processus exclusif d'ouverture et de liberté, de démocratie, d'auto-épanouissement et de bien-être personnel. Si le traitement de l'information peut être conçu jusqu'à un certain point comme libre et gratuit, il n'en reste pas moins que la surveillance, la censure, l'exclusion et les diverses taxes sont exclues de l'espace virtuel. Dans la mesure où de tels mouvements se posent en opposition aux structures autoritaires rigides des Etats, des institutions et corporations etc., leur discours est légitimant. Mais dans la mesure où leur idéologie radicale s'autolégitime par des prévisions futuristes, par des spéculations qui ne se soutiennent pas et même par des formes de visionarisme ou spiritualisme technologique, ces mouvements perdent leur crédibilité.

La liberté d'expression online et les tentatives échouées du gouvernement américain de censurer le Net (voir *Communications Decency Act*, introduit en 1996 et rejeté en 1997) offrent une base solide à la théorie utopique de l'absence de contrôle dans le cyberspace. L'organisation *Electronic Frontier Foundation* (EFF) sau *Progress and Freedom Frontier* (PFF), la publication *Mondo 2000*, divers théoriciens futuristes, politiciens et spécialistes IT ont prôné la liberté sans contraintes de l'espace virtuel en sociologie, politologie, psychologie, économie etc. Ils nourrissent la conviction que le cyberspace est une extension des possibilités positives de l'existence et de la culture, un rejet des limites de l'espace géographique physique, du corps fragile et du contrôle institutionnel, un expériment des interactions sociales, politiques, économiques voire spirituelles inédites. Pareil à toute autre technologie communicationnelle qui a existé dans l'histoire, l'Internet a traversé (il traverse encore) une période d'attentes moins réalistes, d'espoirs de solution des crises de la société. Le centre de ces perspectives est le déterminisme technologique qui a pris de l'ampleur en contexte cybernétique afin de souligner l'impact „révolutionnaire”, „sans précédent” des nouvelles technologies sur la vie humaine et les conséquences positives de ces technologies qui sont nécessaires ou inévitables. Ce caractère „révolutionnaire” que l'on a prêté à l'utilisation des technologies de l'information

et de la communication prend en compte la possibilité de virtualiser tous les aspects humains jusqu'à la perte des contenus réels, matériels et corporels. La plupart du temps, la vision utopique est contradictoire dans la mesure où la rhétorique radicale et idéaliste de la virtualité est associée à un communautarisme conservateur et à une démocratie conventionnelle et l'esprit *hight-tech* – à un humanisme ou traditionalisme social, politique, économique. Il s'ensuit que cette vision, en même temps qu'elle fait tout pour promouvoir les nouveaux médias techno-culturels perpétue les intérêts institutionnels ou commerciaux. Elle vise à rafraîchir la vie socio-politique tout en perpétuant les instruments du capitalisme; par exemple, le „nouvel ordre social” se plie aux mobiles économiques et politiques de la mondialisation (du type le plus et le plus vite, le mieux c'est). Sauf que, au-delà l'innovation technique et les choix humains, sociaux, économiques ou politiques, il existe un complexe de négociations autour du pouvoir, du conflit entre les forces de la compétition, phénomènes que l'on ne peut ignorer malgré les espoirs transmis par les idéologies technico-„révolutionnaires”. L'utilisation des technologies digitales n'est pas un processus neutre, ni transcendant ni fataliste et la fascination que suscitent les pratiques médiées par celles-ci appartiennent au paradigme millénariste mythique de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle qui veut que la technologie digitale soit la cause des mutations survenues dans tous les domaines de la vie et de la culture.

Participant du même type d'idéologie utopique, *Electronic Frontier Foundation* (EFF) a été créée en 1990 par John Gilmore și John Perry Barlow (surnommé „le Thomas Jefferson du cyberspace”) et prône un idéalisme libertaire typiquement américain. Si le libertarianisme européen est une forme de défense de la liberté individuelle qui, lorsqu'il s'agit de la protection de la vie privée, accepte le soutien du gouvernement, le libertarianisme américain est fondamentalement méfiant vis-à-vis de l'autorité du gouvernement et se nourrit d'un individualisme exacerbé. Ce libertarianisme est appelé également idéologie californienne vu qu'il est très influent dans la Silicon Valley et qu'il répercute les professions de foi de la revue „Wired” de San Francisco. Cette fondation compte parmi les plus populaires et les plus influentes organisations de défense des libertés civiles dans le cyberspace. La critique de la notion de frontière digitale se manifeste tant sur le territoire de l'espace théorique américain que chez des penseurs extérieurs à cette limite. Pour les critiques, la frontière électronique apparaît plutôt comme idéologie de la domination et du contrôle, elle remet au goût du jour l'histoire du colonialisme. La critique vise le côté impérialisme américain, ses tentatives d'imposer une domination globale sociale, économique, politique sur les autres nations du globe. L'Internet serait un media du contrôle exercé par les nations dominantes soucieuses de transporter leurs propres valeurs et normes aussi loin que possible, vers les confins du monde. Cette tendance à l'américanisation a suscité la réaction des Européens, des Français en premier lieu et des pays du Tiers Monde. Autre exemple de l'utopisme cybernétique, l'association *Progress and Freedom Frontier* (PFF) s'est illustrée par la publication du manifeste intitulé „Le Cyberspace et le Rêve Américain: une Magna Carta pour l'Ere de la Connaissance” (1994). Théoriciens technophiles, les membres de cette association annoncent l'émergence de „la troisième vague révolutionnaire”, la vague informationnelle, après la première vague de l'agriculture et la seconde, de l'industrie: le cyberspace, accomplissement du rêve américain. Le manifeste, qui rentre dans la typologie du courant de frontière électronique, fait l'éloge de divers aspects à

mettre sur le compte de l'émergence de l'ère de l'information: la démassification et la personnalisation, l'individualisme et la vie privée, l'affirmation de la liberté et la disparition des institutions bureaucratiques, la dématérialisation de toutes choses, la compétitivité économique, la démocratie. Tout en admettant la présence de l'anxiété, de certaines manifestations de la désintégration des personnalités ou du culte privé pathologique, les représentants de cette association voient dans ces éléments disloquants un passage obligé de la transition entre la vieille civilisation et la nouvelle génération de la troisième vague. Au début des années 1990, quand la Roumanie se réveillait du cauchemar communiste, que son élite politique et intellectuelle soit s'accrochait au résidu du vieux régime soit tentait d'en débarrasser la société, la classe politique au pouvoir en Amérique appuie l'idée de la démocratie virtuelle par la métaphore de „autoroutes de l'information”. Le syntagme respectif, qui a vu le jour sous la présidence de Bill Clinton, s'est constitué autour d'initiatives politiques du genre l'Agenda pour Action au sein de la *National Information Infrastructure* en septembre 1993. C'était le moment où, dans la société américaine, la compétition nationale, le cosmopolitisme et la prospérité économique globale se sont croisés grâce à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. L'agenda fut conçu par l'administration Clinton comme „une révolution” informationnelle dans tous les domaines de la vie et de la culture. Les éventuelles conséquences négatives n'ont pas été prises en compte. Le soi-disant *Programme on Information and Communication Technologies* (1994) allait théoriser la super-autoroute informationnelle comme un réseau des réseaux dont les éléments de base étaient l'interconnexion, la compétition des services, la démocratie. Ce projet a inspiré l'initiative de l'Union Européenne (février 1995) de jeter les bases de la société globale-informationnelle et de valoriser les ressources démocratiques de la technologie („Opinion on Europe's Way to the Information Society. An Action Plan”, projet publié par le Comité Economique et Social de l'Union Européenne). Le projet de l'autoroute informationnelle a failli à remplir toutes ses attributions pour plusieurs raisons dont, au premier chef, un déficit de volonté politique et les contraintes économiques. Le processus échoué de la mondialisation appuyé par l'idéologie des autoroutes informationnelle est un argument facile à démolir si on lui oppose les expériences réussies des initiatives de démocratie virtuelle locale. La délégitimation théorique de l'étude de la virtualité dans son acception utopique a été signée par les critiques dystopiques français Baudrillard et Virilio. Leur critique des nouvelles technologies est elle-même sujette à délégitimation car elle se situe au pôle négativiste de la radicalité. Comme le temps nous manque pour entrer dans le détail de cette légitimation radicale, nous présentons un autre type possible de légitimation.

4. Une solution possible: la légitimation culturelle modérée

Les visions utopiques et dystopiques appellent également une perspective pragmatique et une rhétorique modérée, ancrée dans les réalités de l'espace virtuel, un espace configuré à l'interface entre la dimension physique de l'existence socio-politique et la dimension informationnelle-communicationnelle. Si certaines sociétés progressistes qui demeurent communistes (la Chine, par exemple) ont un discours de légitimation contradictoire (elles recourent aux bénéfices des nouveaux moyens d'information et de communication décentralisateurs tout

en maintenant le contrôle étatique et en pratiquant la censure), les sociétés démocratiques tendent à promouvoir, en contexte online, les valeurs de la libre mobilisation et expression, de la décentralisation de la vie publique et privée et à délégitimer les structures autoritaires. Tandis que la Roumanie était isolée de l'Occident, enfermée dans le faux mirage culturel „révolutionnaire” du communisme nationaliste, qu'elle trébuchait ensuite dans les périodes incertaines de la transition en se débattant dans les tentatives de délégitimer l'idéologie radicale communiste, aux Etats Unis, scientifiques et théoriciens des nouveaux médias créaient mythes et utopies technologiques mais aussi stratégies pragmatiques de légitimation de la société informationnelle – comme la stratégie du réseau Internet. Aujourd’hui cependant, pour un pays est-européen, ex-communiste, l'espace virtuel ouvre la possibilité de la légitimation identitaire et culturelle au niveau global, son entrée dans un circuit de la communication et de la collaboration transdisciplinaire. Les stratégies autochtones de légitimation culturelle pourraient apporter une différence dans les politiques de la mondialisation en faisant adopter une perspective éthique modérée. Ces stratégies pourraient éviter aussi bien l'attitude „révolutionnaire” utopique qui crédite les nouvelles technologies de l'information et de la communication du pouvoir de générer un homme nouveau, une société nouvelle, etc. que l'attitude radicale dystopique pour laquelle les mêmes technologies sont porteuses de catastrophes, d'un „accident” ultime dans l'existence et la culture de l'humanité. La culture roumaine, qui est payée pour connaître la nocivité des discours „révolutionnaires”, nationaliste-radicaux, qui a subi ces tactiques communes aux régimes d'extrême gauche et d'extrême droite, aurait intérêt à choisir une forme de légitimation (est-européenne mais globale aussi) „faible”, éthiquement circonscrite, qui mette une sourdine aux tactiques „fortes”, „stridentes”.

Les attitudes discursives modérées adoptées dans l'espace virtuel sur les démarches sociales, politiques et économiques pourraient arrondir les angles euphoriques ou apocalyptiques, futuristes ou regressifs. L'utilisation de la technologie n'a jamais été à sens unique, ascendant, de cause à effet, elle a créé et a détruit, a produit avantages et désavantages, a apporté gains et pertes. Trancher entre les deux tendances comme le font pareillement les enthousiastes et les critiques (pour des raisons divergentes, bien sûr) ne sert à rien car les frontières sont fluides et se refont sans arrêt. Par exemple, les institutions militaires et gouvernementales, les banques et les compagnies aériennes ne sont pas les seules à avoir amplifié leur pouvoir dans l'espace virutel, les individus lambda ou les groupes d'opposition aussi ont acquis pouvoir de communication et d'action. Même si ces derniers sont encore plus contrôlés par les organisations politiques ou les agences de publicité, leur possibilité de résister et de se regrouper a augmenté aussi. Les enthousiastes poussent les citoyens à profiter des avantages de l'espace socio-politique virtuel cependant que les sceptiques les avertissent sur l'impact strictement négatif de l'organisation technologique sur leurs vies. Au lieu de lancer ce genre de pétardes rhétoriques radicales, une légitimation critique modérée et éthique de l'espace virtuel doit encourager la coexistence et la rencontre des espoirs et craintes, des bénéfices et contraintes ou risques et, aussi, tâcher de minimiser les désavantages et accroître les opportunités fournies par le paysage techno-global dans la vie sociale, politique, économique.

Il conviendrait donc d'adopter une vision discursive modérée sur le potentiel social, communal, politique et économique de l'utilisation des technologies de l'information et de

communication, une vision qui fasse le point sur les atouts et les faiblesses de l'espace virtuel: un potentiel qui prenne en compte la manifestation libre et le contrôle, le pouvoir et le contre-pouvoir. Le cadre culturel et socio-politique des nouvelles technologies accueille aussi bien la manifestation des processus démocratiques tels la décentralisation, le pluralisme, la fragmentation, la personnalisation et l'autonomie que celle des processus autoritaires tels le contrôle et la surveillance, la restriction de l'accès, la sécurité et l'enfermement. En même temps, les frontières entre les deux „camps” fusionnent si bien que, par exemple, la possibilité de contrôle et de manipulation peut devenir une mesure démocratique, en possession du citoyen, mais aussi une mesure autoritaire si elle entre sur le territoire gouvernemental ou corporatiste.

Les systèmes sociaux, politiques et économiques de l'espace virtuel (de l'Internet notamment) aussi bien que ceux de l'espace physique se caractérisent par un mélange hybride de démocratie citoyenne et d'autorité institutionnelle. La démocratie n'est point vide institutionnel, absence des organes de contrôle et d'autorité. Un certain degré d'autorité est nécessaire dans l'espace des communautés virtuelles et de la démocratie digitale tout comme il est nécessaire dans l'espace de la réalité physique afin d'éviter que des comportements malicieux, opportunistes, abusifs ou frauduleux se manifestent dans le réseau. Des lois comme le copyright, des normes qui sanctionnent la conduite amorphe et des modérations comme l'interception de la communication gouvernent les actions et les relations dans les deux espaces – que ce soit positivement ou négativement. La liberté d'expression et d'action ne peuvent être garanties online que dans la mesure où chaque utilisateur est responsable pour le contenu exprimé ou pour l'activité qu'il déploie. Mieux même, les modérateurs des débats peuvent intervenir dans la communication interactive à condition qu'ils ne laissent pas l'impression de contreviendre à la liberté d'expression. Ils doivent persuader les citoyens que la libre expression ne dispense pas d'une conduite sociale. Dans toute conjoncture social-politique de l'espace virtuel il faut trouver un équilibre, ne serait-ce que fragile, entre des tendances opposées, entre les discours et les pratiques du pouvoir et les discours et pratiques de l'opposition, entre mythe et réalité.

Affirmer que l'Internet est complètement libre de tout contrôle contrevient à la réalité tout comme cette autre affirmation qui veut qu'il est complètement contrôlé et normalisé dans les banques globales de données. D'une part, le réseau peut être le media le plus restrictif, élitiste et dominateur, d'autre part il peut être le plus démocratique et interactif media culturel informatif-communicationnel. En vertu de ce paradoxe, le réseau accuse les inégalités déjà existantes et en conteste la force. Conclure que le Net est en même temps un espace virtuel normalisé et institutionalisé et un espace de la liberté vaut si l'on admet que la liberté absolue est une illusion: la liberté personnelle a comme contrepoids le besoin de liberté de l'autre et le devoir des institutions de poser des garde-fous. La légitimation et la légifération optimes dans le cyberspace semblent traduire la volonté de trouver lois et normes qui encouragent la libre expression et action tout en offrant un cadre légal, comportemental et moral approprié. Adopter des mesures radicales dans l'espace virtuel, incontestables et sans appel ne semble pas être une stratégie (auto)légitimante, crédible et tolérante dans la réalité de la diversité culturelle. La liberté d'expression dans les espaces publics du Net c'est privilégier les valeurs autonomes et le contrôle personnel sur les intérêts des institutions à l'exception des situations

extrêmes du racisme, de l'obscénité etc. Un certain degré de liberté doit être maintenu dans l'espace virtuel qui aille de pair avec la protection et la sécurisation des actions en ligne. L'espace cybernétique est libre et en même temps sécurisé dans les transactions commerciales, bancaires, dans ses liaisons avec les institutions gouvernementales et avec les espaces publics des débats. Exagérer ces deux tendances, une liberté débridée et une sécurité sourcilleuse, est également nuisible: la sécurisation extrême rogne sur le pluralisme alors que la liberté sans contraintes mène à une conduite aléatoire, acivique et amorphe. Les institutions politiques, culturelles, économiques du Net doivent assurer la liberté de communication et d'action tout en garantissant un milieu privé et sûr. L'espace social, économique et politique du réseau ne signifie pas avoir la liberté absolue de l'information, c'est céder simultanément certaines libertés et en gagner d'autres. Le cyberspace n'est pas dépourvu de pouvoir et de contrôle, de la tension des conflits entre anarchistes, capitalistes, forces légiférantes, il participe à la lutte pour le partage du pouvoir entre gouvernements, corporations, organisations civiques et citoyens ordinaires. La soi-disante „révolution” informationnelle-communicationnelle n'engendre pas par elle-même une revitalisation des relations sociales interhumaines. Même si le réseau passe pour la plus grosse institution „anarchique” connue dans l'histoire, il n'en est pas moins une institution ou, plutôt, une pluralité d'institutions et d'institutionnalisations de l'expression et de l'action. En dernière instance, la liberté dans l'espace de l'Internet doit être la possibilité de résister aux formes extrêmes du pouvoir, à la légitimité radicale et autoritaire mais aussi la possibilité de construire des stratégies d'(auto)légitimation critique, modérée et éthique. Les cultures différentes, spécifiques et locales peuvent trouver leurs propres stratégies d'affirmation et de légitimité dans ce contexte du pluralisme démocratique et de la tolérance.

Pour s'(auto)légitimer, pour être crédibles, les discours culturels du XXI^e siècle doivent adopter une perspective critique tempérée, de sens éthique, ils doivent s'assumer avec responsabilité et avoir une vision réaliste-pragmatique. Un discours tempéré et circonspect, formulé dans l'espace de la virtualité repose sur la vertu. Le pouvoir déroulé dans l'espace socio-politique virtuel n'appartient pas à un seul, il est traversé par les forces divergentes, mais contaminées, de la conformité et de l'opposition: la machine du pouvoir est constituée d'une multitude de positions et contrepositions qui transgressent la logique du binarisme et se confrontent, souvent dans les termes ambigus de la complicité. Malgré la présence des tendances autoritaires de l'espace social-politique virtuel il faut cultiver les forces d'opposition et discrépantes, immanentes et démocratiques, force de la rationalité humaine plutôt que des promesses politiques futuriste ou des nostalgie social-communautaires ou faussement humanistes. Les nouveaux avantages de l'accès à l'information, de la communication et de l'(inter)action peuvent créer une impression de fausse démocratie, de participation et d'implication dans les conditions où le rationalisme cybernétique est dirigé vers le contrôle corporel, intellectuel, social-culturel ou politique. L'équilibre fragile entre ordre et désordre, pouvoir et opposition, individualité et collectivité peut être établi comme mesure de la possibilité de choix et d'action dans l'espace virtuel. Si elles tiennent compte de ces facteurs, les stratégies culturelles modérées peuvent se légitimer et peuvent fonctionner dans un milieu des négociations entre l'individu et l'institution ou l'Etat. La virtualité doit être assumée dans sa dimension étymologique de vertu, malgré l'apparence „démodée” de ce terme, dans une

perspective éthique. Si la virtualité est conçue comme vertu, les problématiques sociales, économiques et politiques de la cyberspace, de la liberté à l'égalité, trouvent un cadre d'action conforme aux dilemmes de l'existence humaine dans ce sens que les actions entreprises sont garanties par la responsabilité assumée. A l'aube du XXI^e siècle, l'(auto)légitimation radicale et „révolutionnaire” dans l'espace de la culture ne semble plus une stratégie plausible malgré les discours technologiques-politiques qui veulent transformer toute innovation technique en une forme de publicité du stade révolutionnaire de l'existence. Le besoin se fait sentir, par contre, de stratégies de négociation, tolérantes (venant du pouvoir) et alternatives. Assurons donc, dans la mesure du possible, le droit à la modération des stratégies culturelles (auto) légitimantes.

University of Bucharest